AFGHANISTAN

Seize policiers afghans tués dans un bombardement américain

Un bombardement américain contre des talibans a tué seize policiers afghans, vendredi, visés par erreur dans le Helmand (sud) au cours d'une opération contre les insurgés, dernière bavure en date qui alimente la rancœur contre les forces étrangères.

La frappe aérienne, attestée dès vendredi soir, par le siège des forces américaines à Kaboul, s'est produite «vers 17h00: seize policiers afghans ont été tués dont deux commandants, deux autres ont été blessés», a indiqué samedi à l'AFP le porte-parole de la police du Helmand, Salam Afghan. «Les policiers avaient fini de nettoyer le village de Pachava dans le district de Gereshk (150 km à l'ouest de Kandahar, nlr) et de chasser les talibans quand les Américains ont bombardé», a-t-il raconté.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur à Kaboul, Najib Danish, joint par l'AFP, a évoqué un bilan de douze morts, mais le porte-parole du gouverneur du Helmand, Omar Zwak, a confirmé que seize policiers avaient été tués sur la ligne de front contre les talibans.

Selon Salam Afghan, «une demi-heure avant la frappe, les talibans étaient bien présents, mais les forces afghanes avaient repris le contrôle de la zone, quand ils ont essuyé le bombardement». «Ce n'était pas délibéré, les policiers ont été visés par erreur» a-t-il insisté.

Le ministère de l'Intérieur a envoyé une délégation sur place pour conduire «une enquête complète sur l'événement», a assuré M. Danish. L'opération et l'erreur ont été admises dès vendredi soir par les forces occidentales à Kaboul, dans un communiqué reconnaissant que «les tirs aériens ont conduit à la mort de forces afghanes amies qui étaient réunies dans un camp» sans avancer de bilan. La mission de l'Otan précisait que les tirs avaient eu lieu dans «une zone du sud de l'Afghanistan en grande partie contrôlée par les talibans» et annonçait l'ouverture d'une enquête interne, présentant également ses condoléances «aux familles frappées par cet événement fâcheux».

Le Helmand est largement sous contrôle des talibans. Les districts qui leur échappent sont âprement disputés car la province produit, à elle seule, environ 85% de l'opium afghan, principale source de revenus des insurgés via la prélèvement de taxes sur les fermiers.

Pour les contenir, 300 Marines américains ont été dépêchés en avril, sur la base de Camp Bastion au nord de Lashkar-Gah, la capitale provinciale: en début de semaine, ils ont appuyé les forces régulières pour reprendre un district clé, Nawa, au sud de Lashkar-Gah, dont la chute depuis le mois d'octobre dernier menaçait l'aéroport régional, et avait conduit à la suspension des vols commerciaux. Au sein de la coalition occidentale, les forces américaines sont les seules à conduire des frappes aériennes contre les talibans et le groupe Daesh, au nom de la lutte contre le terrorisme. Mais au fil du temps, les bavures répétées des forces étrangères alimentent la colère de la population.

Le dernier incident d'ampleur, en février 2017, avait fait 18 morts parmi la population du Helmand (sud), province voisine de l'Uruzgan, selon la Mission des Nations Unies en Afghanistan (Manua). En novembre, une frappe officiellement dirigée contre de hauts responsables talibans, dans la région de Kunduz (nord), avait fait 32 morts et 19 blessés, dont de nombreuses femmes et enfants, selon une enquête de la Manua, et déclenché des manifestations de colère. Le 14 juillet, des sources locales ont annoncé que huit civils afghans avaient été blessés dans une frappe aérienne en Uruzgan (au nord du Helmand), attribuant ce raid aux «forces étrangères». Après enquête, un porte-parole militaire américain avait toutefois démenti, affirmant «qu'aucun raid n'avait été mené sur la province de l'Uruzgan ce jour-là».

Photos : DR

Du personnel de sécurité afghan à proximité du bombardement américain.

SYRIE

L'armée annonce l'arrêt des combats dans des «zones» de la Ghouta orientale

L'armée syrienne a annoncé samedi l'arrêt des combats dans des «zones» de Ghouta orientale, quelques heures après l'annonce par Moscou d'un accord pour sécuriser cette enclave rebelle assiégée près de Damas.

«Le commandement de l'armée annonce l'arrêt des combats dans des zones de la Ghouta orientale dans la province de Damas à compter de samedi midi», a indiqué un communiqué rapporté par les médias officiels. «L'armée ripostera de la manière appropriée à toute violation» dans la Ghouta orientale, a ajouté le texte, sans plus de précisions. Le communiqué n'indique pas quelles sont les zones incluses dans ce cessez-le-feu.

Plus tôt, le ministère russe de la Défense avait indiqué dans un communiqué que les autorités russes avaient conclu un accord avec des rebelles syriens lors de discussions de paix au Caire sur la sécurisation de l'enclave de la Ghouta orientale en Syrie. «Des accords ont été signés sur l'application d'une zone de "désescalade" dans l'enclave de la Ghouta orientale» près de Damas en Syrie, avait déclaré le ministère, précisant que ces accords sont le résultat de discussions tenues au Caire entre des responsables russes et des opposants «modérés». Les «frontières» de la zone prévue pour être sécurisée «ont été définies, comme les lieux d'un déploiement» des forces chargées de faire respecter un cessez-le-feu, a précisé le ministère. Des accords ont aussi été trouvés pour «des routes d'acheminement d'une aide humanitaire à la population et pour une liberté de mouvement des résidents». Selon la même source, un premier convoi d'aide humanitaire et l'évacuation des blessés les plus grièvement atteints sont prévus «dans les prochains jours». Début juillet, des discussions multilatérales tenues à Astana au Kazakstan n'avaient pas permis d'aboutir sur la sécurisation de plusieurs zones permettant un cessez-le-feu durable en Syrie. Un possible déploiement de forces de maintien de la paix avait été évoqué pour quatre zones de la région d'Idleb, de la province de Homs, dans l'enclave de la Ghouta orientale et dans le sud du pays. Les documents étudiés portaient entre autres sur une mise en place de «centres de coordination et de surveillance» du cessez-le-feu, un «mandat» des forces étrangères qui garantiraient la sécurité des «zones de désescalade» et un droit de ces militaires à recourir à la force.

Une nouvelle rencontre à Astana, avec des rebelles, des représentants turcs et iraniens, est prévue «la dernière semaine d'août», selon Moscou. Plus de 330 000 personnes ont été tuées en Syrie depuis le début du conflit en mars 2011.

De la fumée qui s'élève après une frappe aérienne dans la banlieue de Damas.

IRAK

Une ressortissante allemande arrêtée à Mossoul pour appartenance à Daesh

Une ressortissante allemande de 16 ans a été arrêtée la semaine dernière à Mossoul en Irak pour appartenance à Daesh, a indiqué samedi la justice allemande. «Le Parquet de Dresde confirme que Linda W. a été identifiée en Irak» où elle bénéficie de l'assistance de l'ambassade d'Allemagne, indique dans un communiqué le Parquet de cette ville de l'Est de l'Allemagne. Selon des médias allemands, cette adolescente, originaire de Pulsnitz, près de Dresde, a été capturée la semaine dernière par des soldats irakiens avec plusieurs autres femmes étrangères membres de Daesh dans un tunnel de Mossoul où elles s'étaient cachées. Des armes et des ceintures explosives avaient également été retrouvées dans ce tunnel, selon ces médias. L'adolescente avait disparu il y a environ un an après avoir été manifestement en contact avec des membres du groupe terroriste via des messageries internet. Dans son édition de samedi, l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* affirme que Linda W. est en détention à Baghdad avec trois autres Allemandes qui avaient rejoint ces dernières années Daesh et interpellées dans les jours qui ont suivi la libération de Mossoul, proclamée le 10 juillet par l'Irak.

Les autorités irakiennes ont remis «au début de la semaine» à l'ambassade d'Allemagne en Irak «une liste avec les noms des Allemandes», écrit *Der Spiegel*. Jeudi, des diplomates allemands ont pu rendre visite aux quatre femmes dans une prison de l'aéroport de Baghdad, indique l'hebdomadaire.

CÔTE D'IVOIRE

Attaque d'une gendarmerie à une quarantaine de km d'Abidjan

La gendarmerie de la localité ivoirienne d'Azaguié, située à une quarantaine de km au nord d'Abidjan (sud du pays), a été attaquée par des hommes armés dans la nuit de vendredi à samedi, a appris l'AFP auprès du service de communication de la gendarmerie.

«Attaque, c'est beaucoup dire. Il n'y a (eu) qu'un seul coup de feu. Il n'y a pas de blessé», a indiqué le service de communication de la gendarmerie. «Les assaillants ont enfermé les gendarmes dans le poste vers 2h du matin. Ils se sont ensuite rendus à la trésorerie (centre des impôts, NDLR) et dans une société d'hévéas», où ils ont commis des vols, a ajouté la même source.

Cette zone a été le théâtre d'affrontements ethniques dans le passé et des actes de banditisme y sont régulièrement perpétrés.

Cette attaque est intervenue alors que le gouvernement ivoirien a mobilisé plus de 10 000 hommes pour assurer la sécurité des 8e jeux de la francophonie, qui se sont ouverts vendredi soir dans la capitale économique ivoirienne Abidjan sans incident sécuritaire.

L'attaque à Azaguié survient deux jours seulement après l'attaque de l'école de police du quartier Cocody à Abidjan. Dans la nuit de mercredi à jeudi, des hommes armés et cagoulés avaient attaqué cette école de police, s'emparant des armes et du matériel militaire dans l'armurerie et braquant des véhicules avant de prendre la fuite. Une partie de cet armement avait été retrouvé après un accrochage avec les assaillants dans le quartier populaire de Yopougon, qui a coûté la vie à un membre des forces de l'ordre.

Le ministre ivoirien de la Défense, Hamed Bakayoko, avait confié à la presse jeudi que les forces de sécurité étaient sur une «piste» sans vouloir fournir plus de précisions.

Principale économie de l'Afrique de l'Ouest après le Nigeria, la Côte d'Ivoire accueille, avec ces Jeux de la francophonie, son premier grand événement international après une décennie de troubles politico-militaires (2002-2011), et entend faire de cet évènement, programmé jusqu'au 30 juillet, une vitrine de son attractivité retrouvée.